

Mesdames et Messieurs les sénateurs et députés,
Chers amis,

La présentation qui vient d'être faite vous a montré, je crois, toute la richesse de notre filière laitière française.

Que ce soit par ses femmes, ses hommes, ses terroirs, ses produits, ses industries, ses exports, notre branche d'activité est un secteur dynamique qui contribue pleinement à l'économie de notre pays.

En tant que producteur de lait, j'insisterai peut être encore plus sur un point particulier. C'est celui de la dynamisation de la vie rurale. Dans beaucoup de cantons, en effet, l'activité laitière rythme les campagnes. C'est le passage journalier du camion de collecte, la circulation des vaches, l'entraide au moment des travaux. C'est aussi la participation à la vie locale, beaucoup de producteurs de laits ont des mandats locaux, des enfants qui font vivre les écoles communales et, souvent, des membres de la famille qui travaillent à la laiterie voisine.

Tout cela peut paraître être un beau tableau imaginaire et bucolique mais c'est pourtant la vérité de notre filière. C'est cela qui fait que notre activité est importante sur le plan économique mais aussi sur le plan de la cohésion sociale pour une grande partie de notre territoire.

Cette double dimension économique et sociale est caractéristique de notre agriculture française. Nous l'avons voulu ainsi et nous avons développé collectivement depuis des années une politique originale qui nous permet d'être la première puissance agricole européenne tout en conservant une dimension familiale à nos exploitations.

Ce très beau résultat est le fruit d'un travail d'équipe entre vous, les élus législateurs qui avez su élaborer des règles adaptés et nous, la filière, qui avons su innover et prospérer.

Or, aujourd'hui, force est de constater que ce modèle est fortement menacé.

Il est fortement menacé, tout d'abord, par un mouvement de libéralisation très profond conduit dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce. Il y aurait beaucoup à dire sur ce round du développement. La façon dont les grandes institutions mondiales, FMI et banque mondiale en tête, stigmatisent l'Europe en la désignant comme responsable de la faim dans le monde est proprement scandaleuse.

Je m'attarderai juste une minute sur la façon dont les négociations sont conduites par le Commissaire Mandelson. A mon humble niveau, il m'arrive parfois de conduire quelques négociations interprofessionnelles. Et bien, j'avance quand les autres avancent. Si les autres n'avancent pas, je n'avance pas ! Ce n'est malheureusement pas la technique employée par le

Commissaire et tout donne à penser qu'il est prêt à passer par pertes et profit 45 ans de politique agricole commune pour se débarrasser d'une négociation qui lui brûle les doigts et qu'il a envie de finir le plus vite possible.

Ce n'est pas comme cela que l'on conclut des accords gagnants-gagnants. Ce n'est pas comme cela que l'Europe deviendra forte politiquement sur la scène internationale. Ce n'est pas comme cela que l'Europe se fera respecter, notamment des Etats Unis qui sont les champions des concessions cosmétiques.

Ce vent de libéralisme est relayé au sein de l'Union par un certain nombre d'Etats membres. Ce n'est pas nouveau. C'est une vision du monde qui n'est pas nécessairement la notre mais qui est bien évidemment respectable. C'est cependant une vision qui doit faire débat au sein des instances européennes prévues à cet effet. De ce débat démocratique doit naître un choix qui orientera notre politique agricole.

C'est cela le fonctionnement normal des institutions. C'est cela le cadre dans lequel nous avons confiance.

Or aujourd'hui, nous avons le sentiment que certains considèrent que la partie est jouée, qu'il n'y a pas d'autres choix que le libéralisme pur et dur et que l'agriculture européenne doit perdre au plus vite sa dimension économique et sociale pour se projeter dans une compétition mondiale dont on ne voit pas très bien les contours.

C'est très clairement la vision de la Commissaire Fischer Boel et cela ne nous convient pas du tout. Cela ne nous convient pas car ce n'est pas son rôle de décider de la politique agricole commune et cela ne nous convient pas car la mondialisation n'a pas de sens dans le secteur laitier. Près de 90 % de lait produit en Europe est consommé sur place. Aligner le prix de l'ensemble du lait européen sur la fraction minimale qui est échangée sur le marché mondial n'a pas de sens. Peut-on prendre la responsabilité politique de rayer d'un trait de plume la moitié des 400 000 exploitations laitières au plan européen pour ne rien gagner sur un plan économique ?

Il nous a semblé, au niveau de la filière française, que ce dysfonctionnement des institutions, que cette dérive qui consiste à considérer comme acquis les souhaits de quelques uns appelle une réaction de notre représentation politique et c'est pourquoi nous vous avons sollicité pour cette opération de lettre ouverte des élus. Je tiens, au nom de l'interprofession, à vous remercier chaleureusement pour votre implication à tous et je peux vous dire que nous sommes sensibles à la présence des élus dans cette salle.

Cette journée est un point de départ symbolique. C'est, tout d'abord, le point de départ de cette opération « lettre ouverte » qui va vivre dans les campagnes dans les prochains jours. Mais nous souhaitons également que ce puisse être le développement d'une collaboration fructueuse

entre notre filière et notre représentation nationale. Dans ce cadre, la constitution d'un groupe d'étude parlementaire laitier sera un premier pas important.

Je terminerai mon propos en vous disant que je mesure les limites de l'exercice et que je comprends le scepticisme que cette démarche peut engendrer chez certaines ou certains. Après tout les choses sont déjà tellement engagées, la machine européenne est tellement grosse ... Je comprends ce scepticisme mais je ne le partage pas. Je ne le partage pas parce qu'en tant que Président de la section lait du Copa, je vois beaucoup de perplexité dans les yeux de mes collègues et beaucoup d'attente par rapport à notre pays. Beaucoup d'Etats membre attendent que nous endossions la défense du modèle agricole européen et nous allons relayer fortement notre initiative d'aujourd'hui sur un plan européen.

Je ne partage pas le scepticisme enfin en tant que Président de l'interprofession, Président des producteurs de lait et simple syndicaliste. Je pense à tout ces gens, éleveurs mais aussi salariés des laiteries, partout sur le territoire, dans le Nord, en Franche Comté, en Picardie, dans les zones intermédiaires, en Bretagne, dans les Normandies, dans le Massif Central, dans les Pays de Loire, en Rhône Alpes ou encore dans le Sud Ouest. Je pense simplement à leur famille, à leurs enfants. Tous autant que nous sommes dans cette salle, ces gens nous ont confié un mandat pour qu'on les défende et ils comptent sur nous. Alors même si c'est dur, même si c'est loin d'être gagné, nous avons tous la responsabilité d'y croire et c'est pourquoi nous allons nous battre jusqu'au bout, ensemble, pour défendre et développer notre filière.

Ce lait qui est un peu du sang qui fait battre le cœur de la France, nous l'aimons.

Ce lait qui dans beaucoup de régions françaises et européennes demeure une activité économique incontournable, nous y tenons.

La France, demain encore, doit rester « Terre de lait ».